

À l'attention des gouvernements, des organes de l'ONU et des institutions financières internationales

Appel international pour une approche coordonnée des réserves alimentaires

Par la présente, nous vous exhortons à prendre des mesures rapides et complètes en vue de mettre en place des réserves alimentaires visant à éradiquer la faim dans le monde et permettre la stabilisation des marchés.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a qualifié la faim de « fléau de l'humanité », et exigé une coordination et un leadership du plus haut niveau à l'échelle internationale. Lors de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale, qui s'est tenue en 2008, puis à L'Aquila (Italie) et lors du Sommet mondial de l'alimentation de 2009, les gouvernements ont reconnu le potentiel de la constitution de stocks à faire face aux urgences alimentaires de nature humanitaire et à limiter la volatilité des prix, en appelant à l'examen de cette question sous la forme d'une réponse coordonnée à la crise alimentaire mondiale. Hélas, les actions entreprises pour concrétiser le potentiel de ces propositions ont été peu nombreuses.

En 2010, nous, organisations de la société civile soussignées, demeurons préoccupées par le manque d'action de la part des gouvernements et des institutions pour examiner la possibilité de créer un système de réserves alimentaires au niveau régional ou mondial. Nous appelons particulièrement les gouvernements à honorer leurs engagements à examiner de manière complète la question des réserves alimentaires, en tenant compte des enseignements tirés et en identifiant les modèles potentiels, en affectant les ressources adaptées et en définissant une date limite ferme quant aux différentes étapes de la mise en œuvre, d'ici la fin 2010.

Le temps est venu de prendre des mesures décisives pour traiter les causes structurelles de l'insécurité alimentaire et prévenir une répétition des récentes flambées des prix des denrées agricoles. Les réserves alimentaires constituent un outil précieux pour améliorer l'accès aux aliments et la distribution de ces derniers. Elles sont en mesure de renforcer la capacité des gouvernements à limiter la volatilité excessive des prix, aussi bien dans l'intérêt des producteurs que de celui des consommateurs. Elles peuvent aider les producteurs à prédire leurs marchés, et à remédier à la concentration du pouvoir de marché. Elles peuvent contribuer aux marchés régionaux, nationaux et locaux, qui souffrent d'une pénurie de ressources. Fait important, les stocks tampons peuvent également compenser les déficits en monnaie étrangère, contrebalancer les chocs éventuels en matière de fourniture de denrées agricoles ou les pics de demande, et faciliter la réponse humanitaire aux urgences alimentaires. Les réserves alimentaires régionales, nationales et internationales sont notamment nécessaires face à la réalité du changement climatique et à son impact sur la production et l'offre de denrées alimentaires.

Une fois cette révision complète menée, nous pensons que les gouvernements pourront immédiatement agir en vue d'adopter un plan multilatéral.

Nous leur demandons spécifiquement de prendre les mesures critiques suivantes :

1. **Augmenter les investissements étrangers et intérieurs** afin de mettre en place des réserves de sécurité alimentaire locales et régionales culturellement appropriées. Alors que les gouvernements donateurs cherchent à mobiliser les investissements pour renforcer les plans nationaux en faveur de la sécurité alimentaire, les réserves alimentaires doivent constituer un élément central de leur agenda en termes de politique agricole intérieure et d'aide à l'étranger, en veillant à ce que les mécanismes relatifs aux réserves alimentaires ne portent pas préjudice aux systèmes de production alimentaire locaux.

2. Déployer des efforts afin d'établir une commission internationale sur la question des réserves, coordonnée par le Comité de sécurité alimentaire de la FAO, afin de formuler des recommandations sur la création d'un système mondial coordonné de réserves alimentaires.

3. Favoriser les règles des échanges de produits agricoles bilatéraux, régionaux et multilatéraux, qui permettent aux pays en voie de développement d'investir dans la production et les infrastructures nécessaires à la création de réserves alimentaires.

4. Renégocier la Convention relative à l'aide alimentaire, en garantissant que les contributions en faveur des réserves de sécurité alimentaire soient considérées comme éligibles pour remplir les engagements de la Convention.

Alors que le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde dépasse le milliard, nous ne pouvons pas nous permettre de reproduire les erreurs du passé, qui ont abouti à des flambées des prix sans précédent des principales denrées agricoles. Pour traiter les causes diverses et variées de l'insécurité alimentaire, nous demandons aux gouvernements et aux institutions de placer la question des réserves au centre de leurs politiques.

Sincèrement,

Institut pour la politique agricole et commerciale (IATP)

Asian Farmers Association (AFA)

Collectif Stratégies Alimentaires (CSA)

National Farmers Union (NFU), États-Unis

Asociación Nacional de Empresas Comercializadoras de Productores del Campo (ANEC), Mexique

National Family Farm Coalition (NFFC), États-Unis

Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)

Canadian Foodgrains Bank

AAI-Latin America (Agribusiness Action Initiatives)

Action Aid International

Africa Europe Faith & Justice Network (AEFJN)

Agricultural Missions, Inc.

Asian Secretariat for the Development of Human Resources in Rural Areas (AsiaDHRRA)

CCFD-Terre Solidaire, France

Center for Health Policy and Innovation, Afrique du Sud

Center of Concern, États-Unis

Centro Cultural Social y del Medio Ambiente Ceibo, Chili

Centro Ecoceanos, Chili

Church World Service

CIDSE

Community Alliance for Global Justice, États-Unis

Compassion in World Farming, Royaume-Uni

Ecumenical Advocacy Alliance

Fair, Italie

FIAN International

FOCO Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos, Argentine

Food & Water Watch, États-Unis
Food Democracy Now!, États-Unis
Food Systems Integrity, USA Ghana Trade and Livelihoods Coalition (GTLC)
Forschungs- und Dokumentationszentrum Chile-Lateinamerika /Centro de Investigación y Documentación Chile-América Latina (FDCL), Allemagne
Global Policy Forum
Grassroots International
IBON International
IDEAR/CONGCOOP (Instituto de Estudios Agrarios y Rurales/ Coordinación de ONG y Cooperativas), Guatemala
International Gender and Trade Network (IGTN)
ISDE Bangladesh
Jagrata Juba Shangha (JJS), Bangladesh
Kentucky Interfaith Taskforce on Latin America and the Caribbean, États-Unis
Labour, Health and Human Rights Development Centre, Nigeria
Malcolm X Center for Self Determination, États-Unis
Maryknoll Office for Global Concerns, États-Unis
Red de Acción Ciudadana Frente al Libre Comercio e Inversión Sinti Techan, Salvador
Mujer Rural y Seguridad Alimentaria de la Universidad Nacional de Colombia
ONG M.A.I.S., Italie
Partners In Health, USA Presbyterian Hunger Program, Presbyterian Church, États-Unis
Pesticide Action Network North America (PANNA)
PLANT (Partners for the Land & Agricultural Needs of Traditional Peoples), États-Unis
Platform ABC, Pays-Bas
Red de Ambientalista en Acción de El Salvador
Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio, Mexique
Robert F. Kennedy Center for Justice & Human Rights, États-Unis
Rural Coalition/Coalición Rural, États-Unis /Mexique
Share The World's Resources, Royaume-Uni
Social Concerns/Rural Life Office—Diocese of Jefferson City, États-Unis
Society Against Poverty and Hunger (SAPH), Nigeria
The Carbon Philter Institute, Royaume-Uni
The Corner House, Royaume-Uni
The Second Chance Foundation, États-Unis
WhyHunger, États-Unis
World Development Movement, Royaume-Uni

En cas de question concernant la présente lettre, veuillez contacter Alexandra Spieldoch de l'Institut pour la politique agricole et commerciale (IATP) par téléphone au (612) 870-3419 ou par e-mail à l'adresse aspieldoch@iatp.org. Si vous souhaitez ajouter votre organisation à la liste, veuillez envoyer un message à Eleonore Wesserle, à l'adresse ewesserle@iatp.org